

## ATTESTATION

Document préparé conformément à l'article 14 de la *Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic* (« LRSP »)

**Destinataire :** Conseil d'administration du Réseau local d'intégration des services de santé de Mississauga Halton, exerçant maintenant ses activités sous le nom de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire de Mississauga Halton

**Expéditrice :** Cynthia Martineau, directrice générale, Services de soutien à domicile et en milieu communautaire de Mississauga Halton

**Objet :** Déclaration de conformité trimestrielle  
Rapport pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2021  
(« période visée »)

---

Au nom de Services de soutien à domicile et en milieu communautaire (« SSDMC ») de Mississauga Halton, je confirme ce qui suit :

- la rédaction et l'exactitude des rapports exigés de SSDMC, dans l'article 5 de la LRSP, sur le recours aux experts-conseils;
- la conformité de SSDMC à l'interdiction, dans l'article 4 de la LRSP, de retenir des services de lobbyiste au moyen de fonds publics;
- la conformité de SSDMC à toutes ses obligations énoncées dans les directives applicables émises par le Conseil de gestion du gouvernement;
- la conformité de SSDMC à ses obligations énoncées dans le protocole d'entente en vigueur qui a été établi avec le ministère de la Santé (« ministère »);
- la conformité de SSDMC à ses obligations énoncées dans l'entente de responsabilisation MSSLD-RLISS en vigueur;

durant la période visée.

En préparant cette attestation, j'ai exercé le soin et la diligence qu'on peut raisonnablement attendre d'une directrice générale (« DG ») en pareilles circonstances, notamment demander les renseignements nécessaires auprès du personnel de SSDMC en connaissance de cause.

Je certifie également que toute exception matérielle à cette attestation est documentée dans l'annexe A ci-jointe.

Fait à Brampton, Ontario, ce 5<sup>e</sup> jour de janvier 2022.

Copie originale signée par

---

Cynthia Martineau

Directrice générale

Services de soutien à domicile et en milieu communautaire de Mississauga Halton

## **Annexe A**

### **Certificat de conformité de la directrice générale pour la période allant du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2021**

#### **1. PROTOCOLE D'ENTENTE**

Voir ci-dessous

#### **2. ENTENTE DE RESPONSABILISATION MSSLD-RLISS**

Voir ci-dessous

#### **3. RÉDACTION ET EXACTITUDE DES RAPPORTS EXIGÉS DANS L'ARTICLE 5 DE LA LRSP**

Aucune exception connue

#### **4. INTERDICTION, DANS L'ARTICLE 4 DE LA LRSP, D'AVOIR RECOURS À DES SERVICES DE LOBBYISTE AU MOYEN DE FONDS PUBLICS**

Aucune exception connue

#### **5. CONFORMITÉ AUX DIRECTIVES APPLICABLES ÉMISES PAR LE CONSEIL DE GESTION DU GOUVERNEMENT**

- a. Directives sur l'approvisionnement de la Fonction publique de l'Ontario (FPO)
  - Aucune exception connue
- b. Directives sur les frais de déplacement, de repas et d'accueil de la FPO
  - Aucune exception connue
- c. Directives sur les avantages accessoires de la FPO
  - Aucune exception connue

### **Note 1 – Healthcare Insurance Reciprocal of Canada (HIROC)**

Il se peut que SSDMC de Mississauga Halton n'ait pas respecté l'article 28 de la *Loi sur l'administration financière* (« LAF »). Les ententes de souscripteur de HIROC des centres d'accès aux soins communautaires (« CASC ») ont été transférées aux réseaux locaux d'intégration des services de santé (« RLISS ») en vertu d'un arrêté de transfert pris par la ministre de la Santé et des Soins de longue durée conformément à l'article 34.2 de la version historique de la *Loi de 2006 sur l'intégration des systèmes de santé locaux* (« LISSL »). Une assurance de réciprocité, de par sa nature et sa composition, soulève une question de conformité au sens de la LAF dans la mesure où l'ensemble des membres assument les risques. Comme il est noté ci-dessous, il y a incertitude quant à la conformité de cet arrangement pris avec HIROC. Ni l'arrêté de transfert pris par la ministre ni les lois applicables ne permettent de déterminer avec certitude si cette augmentation de la dette éventuelle de la Couronne est telle que SSDMC se trouve en situation de non-conformité à la LAF et à chaque protocole d'entente MSSLD-RLISS. De plus, SSDMC ne saurait confirmer si cette question a été abordée ou non dans les documents d'approbation du Conseil de gestion du gouvernement concernant la modification législative ayant permis d'effectuer le transfert.

SSDMC avait compris à l'époque, d'après le ministère, que le transfert de l'entente effectué conformément à l'arrêté pris par la ministre ne donnerait pas lieu à une situation de non-conformité. Toutefois, en décembre 2020, Santé Ontario a soumis une analyse de rentabilité au ministère pour lui demander de présenter le cas de SSDMC au Conseil du trésor aux fins d'exemption. SSDMC attend toujours les résultats de cette démarche récente.

### **Note 2 – Directives de l'Ontario sur les données et les services numériques, 2021**

Les actifs, passifs, droits et obligations des CASC ont été transférés à SSDMC en vertu d'un arrêté de transfert pris par la ministre en vertu de l'article 34.2 de la version historique de la LISSL. En conséquence, SSDMC a pris possession des dossiers du CASC et d'autres renseignements qui ne sont pas conformes aux Directives de l'Ontario sur les données et les services numériques.

En raison de la transformation actuelle du système de santé, SSDMC de Mississauga Halton a suspendu le travail requis pour se conformer aux exigences en matière de données prévues dans les Directives de l'Ontario sur les données et les services numériques, en attendant de plus amples directives administratives. Entre-temps, SSDMC s'assure de répondre aux demandes de données du public en temps opportun.

### **Note 3 – Loi de 2006 sur les archives publiques et la conservation des documents**

Conformément à un arrêté de transfert pris par le ministère en vertu de la version historique de la LISSL, les dossiers du CASC ont été transférés à SSDMC. Ce transfert a entraîné la non-conformité à la *Loi de 2006 sur les archives publiques et la conservation des documents* (« LAPCD »), surtout en raison des délais d'adoption et du besoin d'aligner les séries de dossiers.

Les RLISS ont soumis deux séries de dossiers sur les soins aux patients (« séries de dossiers ») à l'archiviste de l'Ontario, le 8 novembre 2019, conformément aux exigences de la LAPCD relatives aux calendriers de conservation. Le Bureau des archives a approuvé les séries. Outre les séries de dossiers sur les soins aux patients, il faut une série de documents-sources. Les RLISS sont en voie de préparer une telle série aux fins de présentation à l'archiviste.

#### **Note 4 – Financement de logement – maisons de retraite – SSDMC de Mississauga Halton**

En 2017, le CASC de Mississauga Halton avait financé deux maisons de retraite, qui accueillent des patients ayant besoin d'un autre niveau de soins (« ANS ») et en attente d'un placement dans un foyer de soins de longue durée, pour permettre la mise en place de 21 lits. Cela a permis d'assurer la capacité nécessaire pour appuyer le cheminement des patients au sein du système et optimiser la capacité des soins actifs. Le financement accordé à cette fin par SSDMC de Mississauga Halton ne répond pas aux exigences de la *Loi de 1994 sur les soins à domicile et les services communautaires* dans la mesure où ce type de financement ne peut servir qu'à la prestation de soins directs. SSDMC a examiné les activités et a avisé une des maisons de retraite que l'arrangement prendra fin en décembre 2021. SSDMC continue de tenir compte des besoins en matière de capacité de la deuxième maison de retraite et de financer 15 lits dans trois des emplacements de cette maison par d'autres modalités de financement ou l'alignement de la capacité avec d'autres services offerts.

#### **Note 5 – Expiration du contrat et du financement relatifs à l'exception au processus d'approvisionnement – SSDMC de Mississauga Halton**

En 2019-2020 et 2020-2021, le ministère a approuvé une exception en vertu de l'article 6.0(d) de la politique et procédure d'approvisionnement de services aux clients des CASC de janvier 2007. Cette exception a permis au RLISS de Mississauga Halton d'attribuer un contrat sans processus concurrentiel visant la prestation de services de soutien à la personne et d'aides familiales à 24 clients dans une maison de retraite locale. Ces 24 lits sont toujours en place en 2021-2022. Les fonds pour l'exercice financier 2021-2022 ont été reçus récemment et

permettront de continuer à exploiter ces lits. SSDMC a soumis au ministère une demande d'exception au processus d'approvisionnement concurrentiel pour l'exercice 2021-2022.